

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 144  
N° 15 N.H.

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 13  
no Eperera 1995

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

**NUMERO COMPLEMENTAIRE**  
*au J.O.P.F. n° 15 du 13 Avril 1995*

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 394 DRCL du 10 avril 1995 fixant la date, l'heure et le lieu de la réunion de la commission de recensement des votes

Pages

902

#### ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

##### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Circulaire du 31 mars 1995 relative au vote par procuration des électeurs qui ont quitté leur résidence habituelle pour prendre des vacances. (J.O.R.F. du 6 avril 1995, page 5491)

903

**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****ACTES REGLEMENTAIRES  
DU HAUT-COMMISSAIRE**

**ARRETE n° 394 DRCL du 10 avril 1995 fixant la date, l'heure et le lieu de la réunion de la commission de recensement des votes.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel ;

Vu le décret n° 64-231 du 14 mars 1964 modifié pris pour l'application de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 ;

Vu le décret n° 80-213 du 11 mars 1980 modifié fixant pour les départements et territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon, les modalités d'application du décret n° 64-231 du 14 mars 1964 susvisé ;

Vu le décret n° 95-285 du 10 mars 1995 portant convocation des électeurs pour l'élection du Président de la République ;

Vu l'ordonnance du 17 mars 1995 du premier président de la cour d'appel de Papeete portant désignation des présidents et assesseurs de la commission de recensement des votes ;

Vu l'arrêté n° 276 DRCL du 17 mars 1995 instituant une commission locale de recensement des votes pour l'élection du Président de la République ;

Vu la décision du 6 avril 1995 arrêtant la liste des candidats à l'élection du Président de la République ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La commission de recensement des votes se réunira dans les locaux du haut-commissariat à partir de 20 h le dimanche 23 avril 1995 et le cas échéant le 7 mai 1995.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié aux membres de la commission.

Fait à Papeete, le 10 avril 1995.  
Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Anne BOQUET.

# ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### Circulaire du 31 mars 1995 relative au vote par procuration des électeurs qui ont quitté leur résidence habituelle pour prendre des vacances

Paris, le 31 mars 1995.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des départements et territoires d'outre-mer à Mesdames et Messieurs les préfets de métropole et d'outre-mer, Messieurs les préfets représentants du Gouvernement dans les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, Messieurs les hauts-commissaires de la République en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, Monsieur le préfet, administrateur supérieur de Wallis-et-Futuna, Mesdames et Messieurs les premiers présidents des cours d'appel, Mesdames et Messieurs les procureurs généraux près lesdites cours, Mesdames et Messieurs les présidents des tribunaux de grande instance, Mesdames et Messieurs les procureurs près lesdits tribunaux, Mesdames et Messieurs les juges directeurs des tribunaux d'instance, Messieurs les présidents des tribunaux supérieurs d'appel de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, Messieurs les procureurs près lesdits tribunaux, Mesdames et Messieurs les présidents des tribunaux de première instance de Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon et des territoires d'outre-mer et Messieurs les procureurs près lesdits tribunaux.*

La circulaire du 23 janvier 1976 du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, dans sa mise à jour du 1<sup>er</sup> décembre 1993, traite des modalités d'exercice du droit de vote par procuration. En particulier, ce document intègre les modifications apportées à l'article L. 71 du code électoral par la loi n° 93-894 du 6 juillet 1993. Ces modifications concernent plus spécialement les électeurs qui ont quitté leur résidence habituelle pour prendre des vacances ; désormais, conformément au III de l'article L. 71 du code électoral précité, ceux-ci peuvent, sur leur demande, exercer leur droit de vote par procuration.

L'élection du Président de la République, pour laquelle les électeurs sont convoqués le 23 avril 1995 (et le 7 mai en cas de second tour) se déroulera, pour la première fois, pendant une période de vacances scolaires. En conséquence, une partie non négligeable des électeurs, au-delà même de ceux qui sont engagés dans des cursus scolaires ou universitaires, risque de se trouver en déplacement pour cause de vacances au moment du scrutin.

Le décret n° 76-158 du 12 février 1976, modifié par le décret n° 93-1223 du 10 novembre 1993, mentionne que, s'agissant des électeurs qui ont quitté leur résidence habituelle pour prendre des vacances, ils fourniront à l'appui de leur demande de procuration de vote « toutes justifications de nature à emporter la conviction de l'autorité habilitée à établir la procuration ».

La présente circulaire a pour objet d'apporter sur ce point des précisions de nature à faciliter l'exercice de leur droit de vote par procuration aux électeurs qui ont quitté leur commune d'inscription pour prendre des vacances.

D'une part, il convient de souligner que l'exercice de ce droit est ouvert à toutes les personnes, actives ou non, qui se trouvent dans cette situation. Sont donc susceptibles d'être concernés les électeurs qui ont une activité professionnelle aussi bien que les inactifs, les retraités ou les électeurs temporairement privés d'emploi. De même, les électeurs d'âge scolaire ou universitaire peuvent-ils voter par procuration dès lors qu'ils établissent qu'ils sont en vacances hors de leur résidence habituelle.

D'autre part, il demeure que le demandeur a la charge de produire des justifications de nature à emporter la conviction de l'autorité habilitée à établir la procuration. Ces justifications peuvent être très diverses.

#### 1. Justifications susceptibles d'être fournies par l'électeur d'âge scolaire ou universitaire

Les dates des vacances scolaires sont jointes en annexe à la présente circulaire ainsi que la carte des académies et l'indication des zones scolaires. La production de tout document prouvant la qualité du demandeur (attestation d'un établissement scolaire ou universitaire, carte d'élève ou d'étudiant, etc.) permet d'établir que le demandeur est en vacances. L'absence de la résidence habituelle pourra être prouvée par la production d'un des documents visés au 2 ci-après. Elle pourra, en outre, se déduire d'une invitation à séjourner dans une autre résidence adressée au demandeur dès lors que celle-ci est explicite.

S'agissant de cette catégorie d'électeurs et sans qu'il soit bien évidemment possible de créer en leur faveur une présomption d'absence de la résidence habituelle en raison des vacances scolaires, l'on doit tenir compte de ce que l'absence constituera une situation fréquente dont la preuve sera, dans les faits, parfois difficile à apporter.

#### 2. Justifications susceptibles d'être fournies par les autres catégories d'électeurs en vacances

Comme le rappelle la circulaire précitée du 23 janvier 1976, une liste exhaustive des justifications de nature à emporter la conviction de l'autorité habilitée à établir la procuration est impossible à dresser, compte tenu de l'extrême diversité des situations susceptibles de se rencontrer.

Le demandeur pourra, à titre d'exemple, produire un titre de transport sur lequel figurera son nom, une facture d'achat d'un voyage organisé, délivrée par une agence de voyage, un contrat de location, une réservation hôtelière. Il peut également être admis qu'il produise, notamment dans le cas de vacances passées dans une résidence secondaire, un formulaire de réexpédition du courrier visé par les services de La Poste.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que l'autorisation de voter par procuration n'est pas nécessairement demandée dans la commune d'inscription ou de résidence, avant le départ en vacances ; elle peut l'être aussi auprès d'une autorité habilitée au lieu de la villégiature, après que l'électeur aura déjà quitté sa résidence habituelle. L'autorité habilitée ne doit pas tirer argument de cette circonstance pour refuser d'examiner la demande, sur laquelle elle doit se prononcer dans les conditions habituelles.

Dans tous les cas, il est rappelé que les officiers de police judiciaire habilités à établir une procuration de vote n'agissent que par délégation du juge du tribunal d'instance compétent qui les a désignés. En conséquence, si les justifications produites par le demandeur soulèvent de leur part des interrogations, ils doivent en référer au magistrat qui les a délégués et solliciter de sa part des instructions sur la conduite à tenir.

En ce qui concerne les départements, collectivités territoriales et territoires d'outre-mer, alors même que la date des vacances scolaires peut, dans certaines de ces collectivités, ne pas coïncider avec les dates retenues pour le scrutin présidentiel, les dispositions de la présente circulaire sont applicables et pourront concerner notamment des électeurs métropolitains en vacances dans votre département, collectivité ou territoire. Il est rappelé que l'article L. 71 du code électoral, modifié par la loi n° 93-894 du 6 juillet 1993, a été rendu applicable à Mayotte et dans les territoires d'outre-mer par la loi n° 94-98 du 5 février 1994.

Tels sont les points essentiels sur lesquels il était souhaitable d'ores et déjà d'appeler votre attention. Il n'y aurait que des avantages à ce que la présente circulaire reçoive une large diffusion, notamment auprès des juges des tribunaux d'instance et des officiers de police judiciaire que ces derniers auront habilités à établir des procurations de vote.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur  
et de l'aménagement du territoire,*  
CHARLES PASQUA

*Le ministre d'Etat, garde des sceaux,  
ministre de la justice,*  
PIERRE MÉHAIGNERIE

*Le ministre des départements  
et territoires d'outre-mer,*  
DOMINIQUE PERBEN

## ANNEXE

## DATES DES VACANCES DE PRINTEMPS

*Métropole*

<b>Zone A</b> Caen, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lyon, Montpel- lier, Nancy-Metz, Nantes, Rennes, Toulouse.	Du samedi 8 avril au lundi 24 avril
<b>Zone B</b> Aix-Marseille, Amiens, Besançon, Dijon, Lille, Limoges, Nice, Orléans-Tours, Poitiers, Reims, Rouen, Strasbourg.	Du samedi 22 avril au mardi 9 mai
<b>Zone C</b> Bordeaux, Créteil, Paris, Versailles.	Du samedi 15 avril au mardi 2 mai

*Outre-mer*

Guadeloupe, Martinique, Guyane.	Du samedi 8 avril au lundi 24 avril
Réunion.	Du samedi 20 mai au lundi 29 mai
Saint-Pierre-et-Miquelon.	Du vendredi 14 avril au mardi 2 mai
Mayotte.	Du samedi 15 avril au mardi 2 mai
Nouvelle-Calédonie.	Du samedi 8 avril au lundi 17 avril
Polynésie française.	Du samedi 29 avril au mardi 8 mai
Wallis-et-Futuna.	Du samedi 8 avril au lundi 17 avril